

# Commandement de payer

POURSUITE EN REALISATION D'UN GAGE MOBILIER

À NOTIFIER À

DEBITEUR :

DUBOIS Alexis  
Av. de Cour 33  
1007 LAUSANNE

CODEBITEUR  
SOLIDAIRE :

CREANCIER :  
CCP : 10-19005-4

M. René PEGUIRON

Cerisiers 37  
1009 PULLY

Requiert paiement de 01) Fr. 800,00 plus intérêt à 5,00 % du 01.03.2000  
02) 50,00 0,00 00.00.0000

+ Fr. 14.50 nouv. notification 29 FEV. 2000

Ainsi que les frais du présent commandement de payer, Fr. 50,00 plus encaissement de Fr. 5,00

Titre et date de la créance, cause de l'obligation:

- 1) Remise en état et nettoyage de l'ancien appartement sis Cerisiers 37 à Pully.
- 2) Frais du commandement de payer contre le coobligé.

Désignation du gage:

Garantie locative constituée auprès de la Banque Cantonale Vaudoise à Pully, compte n° CO C.959.29.27 de fr. 2'000.-- du 26.10.98.

**Le débiteur est sommé de payer au créancier dans le délai d'un mois dès la notification du présent commandement de payer les sommes ci-dessus ainsi que les frais de poursuite et du droit de rétention.**

Si le débiteur ou le tiers-proprétaire entend contester tout ou partie de la dette, le droit du créancier d'exercer des poursuites ou tout ou partie du droit de gage, il doit former **opposition**, c'est-à-dire en faire, verbalement ou par écrit, la déclaration **immédiate** à celui qui lui remet le commandement de payer ou à l'office soussigné **dans les dix jours** à compter de la notification du commandement de payer. Le débiteur poursuivi ou le tiers-proprétaire qui ne conteste qu'une partie de la dette doit indiquer exactement le montant contesté, faute de quoi la dette entière est réputée contestée.

Si le débiteur et son conjoint vivent sous le régime de la communauté de biens (art. 221 ss CC), l'office des poursuites doit en être avisé, afin qu'il puisse également notifier au conjoint le commandement de payer et les autres actes de poursuite. Le conjoint peut aussi former opposition. Si le débiteur ou son conjoint entend, non pas contester l'existence de la dette ou son montant, mais simplement faire valoir que les biens propres du débiteur ou sa part aux biens communs répondent de la dette à l'exclusion des biens communs, l'opposition doit être motivée dans ce sens, faute de quoi l'existence et le montant de la dette sont également réputés contestés.

Si l'épouse poursuivie est soumise au régime de l'union des biens ou de la communauté des biens selon le Code civil dans sa teneur de 1907 (cf. art. 9e et 10/10a Titre final CC), un commandement de payer n'est notifié à son mari que si le créancier en fait la demande. Dans ce cas, le mari peut aussi former opposition. Si la débitrice ou son mari entend, non pas contester l'existence de la dette ou son montant, mais simplement faire valoir que les biens réservés de la femme répondent seuls de la dette, l'opposition doit être motivée dans ce sens, faute de quoi l'existence et le montant de la dette sont également réputés contestés.

**Si le débiteur n'obtempère pas à la présente sommation de payer, le créancier pourra requérir la vente du gage.**

1014 Lausanne, le 17.02.2000

Office des poursuites

Notification: Le présent acte a été notifié aujourd'hui le

à \* Le même (Signature du fonctionnaire qui procède à la notification)

\* Indiquer, sur chaque exemplaire, la personne à laquelle l'acte a été remis.

La notification ne peut être opérée ni par lettre ordinaire, ni par lettre recommandée.

## Opposition

Le débiteur et le tiers-proprétaire sont autorisés à faire opposition au moment de la notification. Dans ce cas, l'opposition est consignée sur chaque exemplaire du commandement de payer et le fonctionnaire qui procède à la notification en donne acte en apposant sa signature.

**OPPOSITION TOTALE selon annexe**

Signature: